

POLITIQUE

Darmanin, le bon élève du macronisme

Le ministre de l'Action et des Comptes publics veut montrer qu'on peut réformer l'administration et faire plus de proximité.

MARCELO WESFREID  @mwesfreid
ENVOYÉ SPECIAL A NEVERS

EXÉCUTIF Le convoi s'arrête devant l'École nationale des finances publiques, à Nevers. Sorte de grand paquebot blanc, près de la Loire. Gérard Darmanin s'engouffre dans le bâtiment protégé par les gendarmes. À l'extérieur, des manifestants sifflent, en faisant tourner des drapeaux syndicaux. Ils protestent contre la réforme de la carte des trésoreries. C'est le nouveau chantier du ministre de l'Action et des Comptes publics. Un surdoué de la politique, trentenaire pressé et transfuge du sarkozysme, qui se pose ces temps-ci en défenseur modèle du macronisme.

« J'ai toujours pu compter sur vous, je le sais, je l'ai vu avec l'instauration du prélèvement à la source », lance d'entrée de jeu l'ancien maire de Tourcoing (Nord) devant l'ensemble des directeurs départementaux des finances publiques, réunis ce lundi en séminaire pour préparer cette réforme, ô combien sensible. Elle va se traduire par des fermetures de trésoreries, le réseau public le plus étendu après celui des écoles. À la place, le gouvernement propose une multiplication des « points de contacts » - « 30 % de plus qu'actuellement » -, avec un système de permanences ou de prises de rendez-vous dans des mairies ou dans les

futures « Maisons France service » pour échanger avec un employé du fisc. Objectif : davantage de proximité. Ce redéploiement se veut une réponse à la colère de la France périphérique. Celle des « gilets jaunes ». Comme dans la Nièvre, justement, où le mouvement a été puissant.

Dans la salle, des mains se lèvent. Les cadres profitent du huis clos pour poser des questions à leur ministre. Comment établir la nouvelle carte ? Selon quel calendrier ? « Fin septembre, les premiers accords de localisation seront rendus publics, leur indique l'ancien maire de Tourcoing. Pour cela, concertez, trouvez des deals avec les élus, notamment avec les présidents de département. Si dans cer-



Les deux tiers des suppressions de postes de fonctionnaires d'État décidées au cours du quinquennat le seront dans le périmètre de Gérard Darmanin (ici, fin août 2019). BENOIT TESSIER/REUTERS

tains endroits, c'est difficile, on prendra un peu plus de temps pour la concertation. Ce n'est pas grave. On se donne jusqu'aux municipales. »

« Il a toujours été un fayot »

La « concertation » : voilà le mot d'ordre de l'exécutif, le mantra de l'acte 2, avec la main tendue aux élus locaux. « Recevez ceux qui vous ont écrit », insiste le ministre, qui sait que cette réforme sera scrutée de près avant les municipales.

Darmanin propose même qu'on expérimente le dispositif, sans rien toucher aux trésoreries existantes, si cela peut faire changer d'avis les élus les plus récalcitrants. La réforme s'annonce d'autant plus acrobatique que le locataire de Bercy vient d'annoncer 5 800 suppressions de postes d'ici à 2022 dans son ministère, en les justifiant par la fin de la taxe d'habitation, la digitalisation, le prélèvement à la source.

Le ministre est l'un des seuls au gou-

vernement à prévoir de couper dans les effectifs, là où ses camarades ont été plus réservés, malgré les demandes insistantes de Matignon. Au point que les deux tiers des suppressions de postes de fonctionnaires d'État décidées au cours du quinquennat le seront dans le périmètre de Gérard Darmanin. « Il a toujours été un fayot, un premier de la classe, il fait du zèle car il se dit qu'il a l'avenir devant lui », l'étrille en privé Philippe Martinez, le patron de la CGT.

Le bon élève Darmanin se veut aussi un ministre politique, qui pilote son administration. « Je ne fais pas de micromanagement. On vous laisse faire et on vous regarde », lâche-t-il devant les directeurs, non sans créer un léger brouhaha. Une façon de mettre gentiment la pression. Fidèle au vœu d'Emmanuel Macron de créer une sorte de « spoil system » à la française, il a récemment procédé à trois nominations sur des postes clés : la Direction générale des finances publiques, Tracfin (lutte contre la fraude financière) et les douanes. Déçu de ne pas avoir été promu à l'Intérieur, après le départ de Gérard Collomb, Gérard Darmanin veut montrer qu'il est capable d'engranger des résultats. En attendant la suite. ■

Tête de liste à Tourcoing ? Le ministre ménage le suspens

Sa candidature aux municipales de mars 2020 à Tourcoing ne fait plus de doute. En revanche, sa place sur la liste reste en suspens : « Ma religion, à ce stade, n'est pas faite », explique Gérard Darmanin au Figaro, qui dévoilera sa décision en février prochain. Il vient toutefois de créer son association de financement, baptisée « Le choix de Tourcoing avec Gérard Darmanin », publiée au Journal

officiel. Le ministre de l'Action et des Comptes publics peut se donner le temps de la réflexion. Édouard Philippe a en effet autorisé ses ministres à se présenter aux municipales, comme tête de liste ou simple colistier. « Pour l'électeur, ce qui compte est de savoir si sa ville avance, si sa rue est aménagée, argumente Gérard Darmanin. En clair, est-ce que je n'ai servi à rien au gouvernement ou

est-ce que je fais que j'ai été ministre a été un plus pour Tourcoing ? » Et de citer l'exemple de Jean-Louis Borloo, ex-maire de Valenciennes et ministre pendant huit ans. « On ne peut pas faire durablement de la politique si on ne va pas devant les électeurs. Il faut se confronter au suffrage universel. J'apprends plus souvent en parlant à la boulangerie qu'aux énarques de mon cabinet. » M. W.